

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

Colombophiles Roubaixiens
 N'oubliez pas que vous pouvez bénéficier de tous les produits COLOMBOPHILES!
 Demandez: Éponge, Tampon, Brosse, Supplément, etc.
 Pharm^e du Progrès
 153, Grande-Rue, 153
 - ROUBAIX -

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes.....	à mois, 22.00	6 mois, 42.00	1 an, 76.00
Autres départements.....	28.00	48.00	82.00
Étranger.....	34.00	54.00	98.00
Union Postale Tarif A.....	34.00	54.00	98.00
Union Postale Tarif B.....	34.00	54.00	98.00
Tarif B.....	34.00	54.00	98.00

REDACTION

ROUBAIX.....	56 à 71, Grande-Rue, Tél. 237.22, 257.26, 257.24.
TOURNAI.....	81, rue Carnot, Tél. 97.
LILLE.....	2, rue Faidherbe, Tél. 589.51.
PARIS.....	105, rue de la République, Tél. Louvre 69.69.
MOUSTOIR.....	105, rue de la République, Tél. 644.

Le TIP remplace le BEURRE
 C'est un produit français, fabriqué sous le contrôle de l'Etat français.

BILLET PARISIEN A LA RECHERCHE DES ÉCONOMIES

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

Paris, 19 Mars (Minuit). Une importante conférence s'est tenue lundi au Ministère des Finances sous la présidence de M. Germain-Martin. Elle réunissait tous les anciens ministres des Finances faisant partie du Cabinet, auxquels s'étaient joints M. Tardieu, ministre d'Etat, MM. Herriot et Lamoureux, absents de Paris, n'avaient pu y assister.

Cette conférence ne pouvait arriver à une conclusion définitive, la décision en serait prise par le Conseil des ministres, Conseil des ministres. Néanmoins, elle fut suffisamment envisagée sur certains points de propositions qui seront faites au Gouvernement tout entier.

On sait que les Chambres ont voté le principe de décrets d'économies qui permettront au Gouvernement de se rapprocher de l'équilibre budgétaire; ces décrets seront pris pendant les vacances des Chambres. Il convient donc que leur étude soit activement poursuivie.

Le problème, à vrai dire, est très loin d'être simple. Est-il possible d'attendre de ces décrets un rendement réel de quatre milliards, somme nécessaire à la réalisation de l'équilibre budgétaire? Sur ce point, cette somme pourrait être éventuellement trouvée, mais le Gouvernement actuel a un souci de prudence qui lui fait écarter les trompe-l'œil et les solutions illusoire. Aucune économie n'est possible, d'autre part, sur le budget de la Guerre et de la Marine, en un moment où l'Europe résonne d'un bruit de cliquetis d'armes. Les discours de M. Mussolini n'ont pas fini, notamment pour pousser la France vers sa pacification, mais nos feux d'artifice et nos avions sont prêts à couvrir des risques mortels. Donc, les économies doivent être recherchées dans les postes qui, tout en étant très coûteux, ne se justifient pas par des avantages correspondants.

Jusqu'à présent, les plus importantes économies, qui semblent avoir été considérées, ont été les réductions de dépenses, par exemple la réduction de la consommation et la modification des lois sociales dont les abus seraient supprimés. Mais encore faut-il que ces mesures soient chiffrées exactement pour en apprécier le rendement et la portée.

Aussi bien, si l'on a eu de redressement financier couronné de succès que dans la réduction des dépenses, et moral, puis qu'il est impossible de la concilier avec le besoin de récupérer un mouvement d'affaires sans lequel la recherche de l'équilibre budgétaire ressemblerait à la poursuite d'une ombre par un fantôme.

R.

Les obsèques du prince Sixte de Bourbon à Souvigny

Souvigny, 19 mars. — Les funérailles du prince Sixte de Bourbon-Parme ont été célébrées aujourd'hui à Souvigny.

À 10 heures, la famille, qui était arrivée la veille à Moulins, fut son entrée dans l'église. Elle est ainsi composée: le prince Xavier de Bourbon-Parme, en uniforme de l'armée belge; le prince Félix, prince consort de Luxembourg; l'impératrice Zita; l'archiduc Otto de Habsbourg; la grande-duchesse de Luxembourg; la princesse Sixte de Bourbon-Parme, veuve du défunt; les autres membres de la famille, etc.

Mgr Gonon, évêque de Moulins, célébra la messe et prononça l'éloge funèbre du défunt.

Il rappela la gloire de la maison de Bourbon, dont le duché du Bourbonnais fut le berceau. Il fait l'éloge du défunt et rappelle les services rendus par lui à la France.

Après le service funèbre, les assistants se dirigèrent vers les membres de la famille, puis le cercueil est transporté dans la chapelle neuve, magnifiquement construite du quatorzième siècle, adjointe à l'église par le duc Charles de Bourbon. Le corps est entouré de ses descendants dans la crypte.

LA CROISIÈRE JAUNE A L'OPÉRA

MM. Albert Ledoux, Dominique et de nombreuses autres personnalités ont assisté dimanche, à l'Opéra, à la première projection publique de « La Croisière Jaune », film de l'expédition Citroën-Centre-Asie.

MM. Ledoux et Dominique préférent les images de l'expédition.

(Photo Keystone).

Joseph Gurrat, Gaston Bonassar, Albert Dubarry, Pierre Darius, Hayot, Lécuyer, Cohen, Guéhin, Henri Desbroches.

(Lire la suite page 2.)

LA REINE-MÈRE DE HOLLANDE EST GRAVEMENT MALADE



LA REINE-MÈRE DE HOLLANDE (à gauche) AVEC SA FILLE LA REINE WILHELMINE ET SA PETITE-FILLE, LA PRINCESSE JULIANA. La Haye, 19 mars. — Le bulletin suivant a été publié ce matin concernant l'état de santé de la Reine-Mère: Nuit assez calme, cependant l'état de la malade demeure précaire en raison d'une faiblesse générale.

LE SCANDALE STAVISKY

Le compte courant des opérations entre la Banque hongroise Bela Hoffman et Stavisky est saisi, à Genève

La découverte de ce document permettrait d'orienter les recherches dans de nouvelles directions

Genève, 19 mars. — En vertu d'une nouvelle commission rogatoire signée par M. Ordonneau, juge d'instruction à Paris, deux commissaires de police genevois, accompagnés de M. Petite, commissaire divisionnaire français, ont saisi aujourd'hui dans une banque à Genève un compte courant concernant toutes les transactions financières opérées pendant de longs mois entre la banque Bela Hoffman, du Budapest, et Stavisky.

Ces transactions qui concernent surtout les bons hongrois, se chiffrent par un mouvement de fonds de 30 millions de francs français. Mercredi dernier, les mêmes commissaires de police et M. Petite s'étaient présentés dans cet établissement financier mis en leur avoir répondu qu'il n'existait aucun compte courant entre le fameux escroq et la banque hongroise.

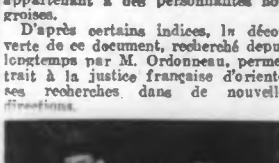
De nouvelles précisions parvinrent entretemps à la police française et, aujourd'hui, la perquisition a donné un résultat concluant. L'enquête semble établir que Stavisky et Bela Hoffman se sont rencontrés à Genève en novembre dernier.

Le compte courant était épuisé depuis novembre dernier. C'est ce qui permit au directeur de la banque genevoise de déclarer d'abord qu'il n'y avait pas dans son établissement de compte courant au nom de Stavisky. C'était jouer sur les mots. Mais l'énergie du juge d'instruction genevois, M. Fœx, ancien engagé volontaire dans l'armée française, trois de guerre, médaille militaire, diacre à l'étranger et frère du directeur, sous la menace du fermier de la banque, a remis le document.

On aurait relevé sur le compte courant une trentaine de noms, la plupart appartenant à des personnalités hongroises.

D'après certains indices, la découverte de ce document, recherché depuis longtemps par M. Ordonneau, permettrait à la justice française d'orienter ses recherches dans de nouvelles directions.

(Photo S.N.T.)



M. SCHMITT, directeur du Cercle hippique, qui a été entendu par la Commission.



M. BLANCHARD, qui avait tenté de se suicider, a succombé.

Fontainebleau, 19 mars. — M. Blanchard, ancien directeur des Services agricoles du Seine-et-Oise, qui avait tenté de se suicider en forêt de Fontainebleau, est décédé cette nuit à l'hôpital de Fontainebleau des suites de complications pulmonaires consécutives à la nuit qu'il a passée en forêt.

Sur commission du juge d'instruction de Fontainebleau, il a été procédé, lundi après-midi, à la mortuérification de M. Blanchard au corps de M. Blanchard. Cette autopsie a été pratiquée par les docteurs Paul et Piedelohre, de Paris, et Fruitier, médecin-légiste du Fontainebleau.

La statistique des personnages compromis

Bayonne, 19 mars. — Au moment où le Parquet de Bayonne se trouve effectivement désaigri et où les pensionnaires maltrés eux de la villa « Obagrin », à la prison de Bayonne, vont être transférés à Paris, il convient de dresser la statistique, au début de cette semaine, des personnages impliqués dans le scandale Stavisky.

On a dénombré vingt-cinq, dont dix-neuf sont en prison.

Econés. Arlette Stavisky, Henri Depardon, Gilbert Romagnolo, l'avocat Guibaud-Ribaud, Henri Voix, l'ex-boxer Niemen, Eugène Tribout et Adrien Cerf.

Joseph Gurrat, Gaston Bonassar, Albert Dubarry, Pierre Darius, Hayot, Lécuyer, Cohen, Guéhin, Henri Desbroches.

(Lire la suite page 2.)

Le Gouvernement prépare des décrets-lois financiers

Un plan de simplification fiscale est à l'étude

Paris, 19 mars. — D'importantes conversations ont commencé cet après-midi au Ministère des Finances entre les membres du Gouvernement, anciens ministres des Finances et M. Germain-Martin.

MM. Flandin, Chéron, Piétri, Louis Marin et M. Hagenin, directeur général du budget, et Bonthillier, directeur du contrôle, chef de cabinet du ministre des Finances participent à ces entretiens. Les ministres se sont préoccupés d'étudier les conditions dans lesquelles pourraient être appliquées, en vertu de l'article 39 bis de la loi de finances qui confère au Gouvernement le droit de réaliser des économies par décret, des mesures propres à remédier à l'insuffisance des recettes budgétaires et à assurer l'assainissement financier du payu par le rétablissement durable de l'équilibre du budget.

Ces conversations qui se poursuivront durant toute la semaine doivent aboutir à la préparation des décrets-lois financiers. Chaque ministre intéressé sera appelé à donner son avis sur les mesures envisagées.

Aujourd'hui, la conférence des ministres s'est bornée à rechercher la méthode la plus sûre pour résoudre le déficit. Un plan de travail n'a été élaboré. Tout d'abord, les ministres se sont efforcés de déterminer l'importance du déficit que comporteront les budgets des années 1934 et 1935, puis ils étudieront les compressions du dépenses à réaliser. D'autre part, ils rechercheront les possibilités pratiques de simplifier et de réformer l'administration et enfin il est possible que le ministre des Finances soumette au Gouvernement, à la fin de cette semaine, un plan fiscal ayant pour objet de faciliter et de simplifier la perception et la rentrée des impôts.

ECONOMIES, REPRESSION DES ABUS

Les entretiens se sont prolongés jusqu'à 19 h. 15.

Une longue discussion s'est instituée, en conclusion de laquelle les ministres se sont trouvés d'accord pour attimer qu'après le chiffre du déficit, il était possible de rétablir l'équilibre du budget de 1934 uniquement par des économies. Ce déficit, si l'on tient compte des mardres recouvrements finaux, peut être évalué à quatre milliards environ. C'est donc quatre milliards de compressions et d'économies qu'il s'agit de réaliser.

« Un principe essentiel nous a guidés », a déclaré M. Germain-Martin à l'issue des entretiens: la suppression des abus existant dans le budget et notamment l'élimination du cumul. »

Et le ministre, évoquant la situation financière, a montré qu'il était nécessaire d'assainir la trésorerie.

« L'œuvre d'assainissement », poursuivit le ministre, nous cherchons à l'accomplir sans troubler l'économie, sans porter de préjudices véritables à qui que ce soit et nous aurons soin de veiller à ce que les aménagements adoucement quand il le faudra les rigueurs de nos décisions.

« Cette rigueur est cependant nécessaire. Il faudra que la nation ait le sens de telles mesures. C'est à la seule façon de sauver un patrimoine national des aventures fâcheuses. »

Aujourd'hui, tirage de la huitième tranche de la Loterie nationale

C'est ce soir que se déroulera le rituel cérémonie du tirage de la huitième tranche de la Loterie nationale.

Elle aura lieu au Trocadéro, selon le programme habituel.

Vers la révolution

Certaines indiscretions viennent de révéler au public qu'un mouvement révolutionnaire de grande envergure serait en préparation. Il s'agirait, on le sait, d'une organisation paramilitaire d'extrême-gauche ayant son quartier général à Paris et des ramifications en province et tout particulièrement dans le Nord. On parle de troupes, de cadres, de dépôts d'armes et de l'éventualité d'une action directe extrêmement violente.

Puisque le Gouvernement est au courant de ce mouvement qui fait le tour de la presse, laissons-lui le soin de rechercher sur quelles bases précises elle repose, et si pour remplacer l'illusoire danger fasciste il existe bien une immédiate et réelle menace révolutionnaire.

Mais si l'opinion ne doit pas s'alarmer de ces bruits, elle aurait tort aussi de n'en tenir aucun compte.

Depuis quelque temps, sous l'œil bienveillant des maires socialistes, la rue devient presque journellement le théâtre, ici ou là, de scènes de désordre qui n'ont rien de spontané et semblent être, au contraire, le résultat d'une action voulue et soigneusement préparée. Ce ne sont encore que de timides essais, mais qui font prévoir des entreprises plus hardies et des coups de main moins isolés.

Il y a quelques semaines, les populations saines des villes de Lille et de Roubaix ont assisté, ébahies et indignées, aux troubles provoqués par les bandes socialistes et communistes encouragées par la défaillance, on peut même dire la complicité des municipalités et par l'impulsivité d'une police mise dans l'impossibilité de faire son devoir.

Dimanche, les socialistes ont tenté une nouvelle manœuvre à Roubaix. Depuis plusieurs semaines, les vendeurs de journaux socialistes se réunissent au abords de l'église Saint-Martin pour crier leurs journaux, à l'heure de midi. C'est évidemment leur droit, comme c'est le droit des royalistes et des républicains patriotes de vendre et de crier les journaux de leurs partis.

Mais, la façon de faire des militants socialistes devenant de semaine en semaine plus provocatrice, il était évident que des scènes de désordre seraient inévitables si l'autorité n'intervenait pour modérer leurs ardeurs. D'autant plus que, sous le prétexte de vendre des journaux, les socialistes avaient envahi la chaussée et se trouvaient en nombre en face des autres propagandistes.

Et ce qui devait arriver arriva. A la sortie de la messe de midi, dimanche, une bagarre se produisit, des jeunes gens furent frappés, puis des élections révolutionnaires furent conduites au poste, tandis que leurs agresseurs n'étaient pas inquiétés.

Les témoins de cette scène inouïe, indignés, osèrent protester. Mal leur en prit car on les menaça de les mener à leur tour au bloc.

Si les autorités à qui incombe le maintien de l'ordre dans la rue avaient pris les dispositions préventives nécessaires, et, surtout, si le maire de Roubaix avait rappelé les camarades militants à plus de pudeur, nous n'aurions pas, aujourd'hui, à déplorez de regrettables incidents, qui, ajoutés à ceux qui troubleront la manifestation des anciens combattants il y a quelques mois, donnent une triste idée de la façon dont les socialistes comprennent la liberté de la rue.

Et si nous protestons énérgiquement contre ces essais de terrorisme qui ne peuvent aboutir qu'à la guerre civile, nous trouvons plus odieuse encore la partialité dont on a fait preuve dans le rétablissement de l'ordre, dimanche. Il y a cent témoins pour affirmer que les vendeurs de journaux royalistes ont été les victimes d'une véritable agression. Alors pourquoi les arrêter tandis qu'on laisse les militants révolutionnaires en liberté?

Pourquoi deux poids et deux mesures?

LOUIS DARTOIS.

Encore quelques jours

Les opérations de dépouillement du grand Concours des vedettes ne se poursuivraient avec les soins les plus minutieux, sous la surveillance de Messieurs les huissiers, qui en ont pris l'entière direction.

Le nombre des réponses est tel que le travail à accomplir est considérable, ainsi que nous l'avons dit. Aussi avons-nous doublé nos équipes spéciales, afin de réduire le délai d'attente. Et nous espérons pouvoir, dans quelques jours, faire connaître le résultat de ce concours populaire entre tous.

M. Léon Meyer, député du Havre, a déposé une proposition de loi tendant à résoudre la crise économique actuelle par l'établissement d'un plan quinquennal de grands travaux.

LA MORT DE M. MATIGNON

M. MATIGNON, professeur de chimie minérale au Collège de France, membre de l'Institut, qui est mort, au Collège de France, alors qu'il assistait à une réunion. Il était né dans l'Yonne, en 1867.

(Photo S.N.T.)

A LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES INCIDENTS DU 6 FÉVRIER

LA DÉPOSITION DE M. FABRY

Paris, 19 mars. — La séance est ouverte à 14 h. 30, sous la présidence de M. Bonnevay.

On a décidé d'entendre M. Burgery, pour lui demander des renseignements sur la déposition qu'il avait faite au Conseil pour expliquer cette décision. Au cours de sa déposition, M. Daladier s'est efforcé de montrer qu'il voulait donner à un haut fonctionnaire la marque la plus évidente de confiance qu'on puisse lui donner.

Le Président: M. Daladier n'est étendu au cours de sa déposition, que les manœuvres de Stavisky aient pu exercer impunément et si l'État n'a donné les raisons de son déplacement au Conseil des ministres.

M. Fabry: J'ai appris ces déclarations par la Commission d'Enquête et je rappelle que M. Daladier a affirmé que ces mutations n'avaient rien de commun avec l'affaire Stavisky.

Le Gouvernement n'a-t-il pas le droit de renvoyer un de ses fonctionnaires?

Il ne s'agit pas d'un cas ordinaire. La situation de Paris domine tout. Le Gouvernement avait que le maintien de l'ordre était lié au maintien du profit.

Interrogé sur les renseignements qu'il pourrait avoir sur la manifestation, l'ancien ministre répond:

« Député de Paris et journaliste, j'étais en mesure de connaître l'état d'esprit de Paris. Pour la première fois, j'ai vu la population aller aux manifestations au lieu de s'en éloigner. »

(Lire la suite page 2.)

Un monument dû à un Roubaisien sera érigé à Flabas (Meuse) et rappellera le martyr des prisonniers de guerre victimes des représailles allemandes



UNE VUE DU MONUMENT. Œuvre de M. Léon Corvellec, qui sera érigé à Flabas (Meuse), à la mémoire des victimes des représailles du front de Verdun. (Lire le compte rendu page 2.)

LA DÉBACLE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES SOCIALISTES DE BELGIQUE

Nous sommes en mesure de donner les précisions suivantes au sujet de la débâcle des institutions financières socialistes de Belgique.

Le lundi 12 mars dernier, M. Vandervelde, chef du parti socialiste belge, a eu une entrevue avec M. Jaupar, ministre des Finances, à qui il a réitéré la situation véritablement désastreuse des institutions financières socialistes. Il a imploré l'intervention du Gouvernement, faisant observer que si celle-ci lui était refusée, tous les guichets de la Banque socialiste du Travail seraient fermés le lendemain, entraînant par là même la liquidation des entreprises socialistes et la perte de l'épargne de milliers d'ouvriers.

Sur les 350 millions d'épargne sociaux, M. Vandervelde n'a pas caché qu'il y avait une perte de 300 millions. Antérieurement, les socialistes avaient déjà dû demander une première inter-

vention de 70 millions à l'Association nationale pour l'Industrie et le Commerce, organisme placé sous le contrôle de l'Etat et avec sa garantie, et dont les fonds sont gérés par la Caixa d'Epargne de l'Etat.

M. Vandervelde a sollicité une nouvelle somme de 200 millions, dont 150 millions sont par la Caixa d'Epargne et 50 millions par l'Association nationale pour l'Industrie et le Commerce.

En garantissant, le chef du parti socialiste a proposé de donner toutes les propriétés: meubles et immeubles, appartenant au parti socialiste; maisons de peuplé, fabriques, coopératives.

Le Conseil des ministres a accepté en principe la requête des socialistes mais à examiner les conditions auxquelles les avances leur seront accordées. L'une de ces conditions est relative au contrôle exercé par les